HAL open science

Chapitre 13 : Interroger l'expérience scolaire en situation complexe

Alexandra Vié

▶ **To cite this version:**

Alexandra Vié. Chapitre 13 : Interroger l'expérience scolaire en situation complexe : Le quotidien des enfants de l'or dans la commune de Maripasoula, Guyane française. INSHEA. Altérité(s) et société inclusive, Champ social, pp.181-191, 2022, 978-2-36616-094-9. hal-03952304

HAL Id: hal-03952304

https://hal.science/hal-03952304

Submitted on 24 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 13
Interroger l'expérience scolaire en situation complexe

Le quotidien des enfants de l'or dans la commune de Maripasoula, Guyane française

Alexandra Vié

Introduction

D'une superficie de plus de 18 000 km², Maripasoula, en Guyane française, est la plus grande commune de France. Elle est constituée d'un bourg multiculturel[1] et de villages, à dominante amérindienne, implantés en bordure du fleuve-frontière[2]. Alors que les premiers recensements des années soixante chiffraient la population à environ 600 habitants, la ruée vers l'or des années quatre-vingt-dix et l'accroissement des naissances ont fortement contribué à la hausse démographique. Entre 2009 et 2019, la population a doublé et atteint maintenant les 13 000 habitants[3]. Dans cet espace forestier, l'activité économique se structure surtout autour de l'exploitation aurifère[4] et reste majoritairement informelle. Alors que le taux de chômage avoisine les 70 %, une part importante de la population exerce

1. Le bourg se compose de populations amérindiennes et noires marrons, de populations créoles, mais aussi de métropolitains, de latino-américains et de caribéens.
2. La frontière franco-surinamaise est adossée au fleuve Maroni et s'étend sur 510 kilomètres.
3. Insee, RP2009 (géographie au 1er janvier 2011) et RP2014 (géographie au 1er janvier 2016) exploitations principales.
4. L'activité économique se structure aussi autour du commerce de produits manufacturés, du transport fluvial de personnes et de marchandises et de la vente des produits de la chasse, de la pêche et du bois.

une activité économique informelle sous forme de *job*, dont une part non négligeable gravite autour de l'orpaillage illégal. Quelle qu'en soit la forme juridique, cette activité constitue un maillon essentiel du fonctionnement du territoire. Avant les années 1930, les colons français n'étaient présents que sur la bande côtière de la Guyane. Toutefois, la France souhaitait implanter des postes administratifs à l'intérieur du territoire et sur les fleuves. Thabouillot (2015 : 438) rappelle que « l'arrière-pays de la Guyane abritait vers 1930 une société faite de groupes aux trajectoires historiques variées (Amérindiens, Marrons, migrants de l'or) ». Ainsi, le décret du 6 juin 1930 institua le territoire de l'Inini[5]. Il s'agissait d'une unité administrative autonome dirigée directement par le gouverneur de la Guyane. Selon Puren (2014 : 284), « la création de l'Inini répondait principalement au besoin ressenti par les autorités de contrôler la production aurifère qui, depuis la découverte du métal précieux dans les années 1860, donnait lieu à toutes sortes de trafics et de maraudages ». Quelques années après l'instauration de l'Inini, le dernier gouverneur et premier préfet de Guyane, Robert Vignon (1910-1989) fonda le bourg de Maripa Soula. Il souhaitait offrir aux orpailleurs isolés une église, la protection d'une gendarmerie et le bénéfice de quelques services (Bassargette, Di Méo, 2008 : 57). Il faudra attendre les années soixante pour que l'Inini soit transformé en régime municipal. Robert Vignon, ayant impulsé cette dynamique, devint le premier maire de Maripasoula en 1969 et donna son nom à la première école publique du bourg.

Cinquante ans après l'ouverture de cette première école, les défis éducatifs sont prégnants. Les enfants des villages éloignés doivent rejoindre l'internat du bourg dès leur entrée au collège et tous quitteront la commune s'ils souhaitent aller au lycée[6].

5. L'arrondissement de l'Inini couvrait toute la Guyane à l'exception de la bande littorale allant de Saint-Laurent-du-Maroni à l'ouest à Saint-Georges à l'est, regroupée sous l'arrondissement de Cayenne.
6. Un projet de lycée existe à Maripasoula depuis une dizaine d'années. Les travaux de construction ont débuté en 2019.

Le déracinement des enfants et le recours à un internat ou à un système de familles d'accueil rappellent le système des institutions scolaires catholiques des années cinquante. L'absence de cantine et de transport scolaires publics conduisent les élèves et les professeurs du premier degré à faire des journées continues (Vié, 2018). Par ailleurs, les professionnels de l'Éducation nationale, majoritairement créoles et métropolitains, n'ont souvent aucune attache personnelle dans la commune. Se heurtant à des difficultés d'adaptation au mode de vie rural ainsi que dans leur intégration au sein du paysage socioculturel, ces derniers n'y restent que quelques années, contribuant au fort *turn-over* des équipes. Le manque d'attractivité pour une académie en réseau d'éducation prioritaire et plus particulièrement pour les sites « isolés[7] » contraint le rectorat à recourir massivement à des contractuels, souvent peu expérimentés. En 2016, 82 % de la population non scolarisée de 15 ans ou plus n'avait aucun diplôme et 12 % d'entre elle était titulaire d'un BEP ou d'un CAP[8]. De plus, en 2016, près de 20 % des élèves n'étaient plus scolarisés après 15 ans. Touchée de plein fouet par des phénomènes de déscolarisation et d'échec dans l'accès aux diplômes, la commune figure comme l'un des parents pauvres du système éducatif guyanais.

C'est donc dans ce contexte extrêmement difficile, où la pépite d'or semble rapporter davantage que le brevet des collèges, que nous avons décidé de nous intéresser à l'expérience scolaire des élèves migrants. Nous appuyons notre contribution sur des matériaux de recherche qualitatifs, recueillis entre 2016 et 2020. Les observations ethnographiques[9], les entretiens[10] informels et semi-directifs et les

7. Sont considérés par le rectorat de Guyane tous les sites scolaires non reliés à la route, soit après Apatou à l'ouest et après Saint-Georges-de-l'Oyapock à l'est.
8. Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 1er janvier 2019.
9. Nous avons réalisé des observations ethnographiques en salles de classe (classe ordinaire et UPE2A), à l'école primaire et au collège, mais aussi aux domiciles de certaines familles.
10. Les entretiens ont été réalisés avec des professionnels de l'éducation (professeurs, équipe de direction) et certains parents d'élèves.

ateliers participatifs[11] en classe ont d'abord été conduits dans le cadre du projet EDUCINCLU[12], puis de notre recherche doctorale[13].

Dans cette contribution, nous souhaitons mettre en perspective le quotidien des familles orpailleuses pour interroger l'expérience scolaire des enfants migrants. Pour y parvenir, dans un premier temps, nous ne pouvons faire l'économie d'une présentation des conditions de vie des familles en nous focalisant sur leur forte mobilité et leur rapport au temps. Dans une deuxième partie, nous proposerons de mettre en lumière les enjeux de scolarisation des familles.

Le quotidien de l'or : entre mobilité et attente

Notre travail de recherche est localisé autour du bourg de Maripasoula dans l'espace frontière franco-surinamien. En effet, aucun élève migrant de l'or n'est, pour le moment, scolarisé dans les écoles primaires des villages éloignés. Les familles migrantes ont tendance, quand elles veulent se sédentariser et envoyer les enfants à l'école, à le faire à proximité du bourg. En effet, cela permet d'avoir accès aux services publics français : le centre de santé, le bureau de poste, les établissements scolaires, dont le seul collège de la municipalité. Au regard des échanges avec les familles orpailleuses et des observations ethnographiques, nous pouvons définir trois espaces de circulation : le bourg de la commune, les villages situés sur la rive surinamaise et les sites d'exploitation aurifères. En fonction des filons d'or dans la région, les villages informels au Suriname constituent des bases-arrières de l'orpaillage et peuvent s'apparen-

11. Dans le cadre du projet EDUCINCLU, il était demandé de saisir le point de vue des élèves. Pour ce faire, nous avons co-construit avec l'enseignant et parfois un conseiller pédagogique des ateliers à des fins de recherche.
12. Armagnague, M., Baneux, I., Beriet, G., Boulin, A., Cossée, C., Navone, L., … Vié, A. (2019). *Rapport de recherche Educinclu : Éducation inclusive des enfants et jeunes primo-migrants : Élèves et professionnels du champ éducatif face aux enjeux de l'inclusion* (p. 230). Paris, France : Centre Henri Aigueperse.
13. Thèse en sciences de l'éducation, débutée en 2018, *Écoles et scolarisation en territoire frontière d'Amazonie : le cas de la commune de Maripasoula, Guyane française*, sous la direction d'A. Jellab et de M. Armagnague, Grhapes EA 7287, INSHEA, Paris Nanterre.

ter à des « villes champignons ». Dans ces villages, nous trouvons des magasins vendant des objets de consommation courante, du matériel d'installation et d'orpaillage. Nombreux sont les résidents de la commune à s'y rendre pour s'approvisionner. Il existe bien de petites épiceries dans le bourg, mais aucune ne fait la superficie des magasins asiatiques situés au Suriname. Il y a aussi d'innombrables boutiques de vêtements, des salons de beauté, des hôtels-restaurants, des bars et des habitations. Cependant, de ce côté de la rive, il n'y a pas d'écoles, aucun service public, aucun raccordement à l'eau ou à l'électricité, ni même de ramassage d'ordures. Les villages de la berge surinamaise sont apparus dans les années 2000 et ont été construits par les orpailleurs. Ils ont émergé en même temps que l'intensification de la lutte contre l'orpaillage illégal et donc la présence des militaires français. Selon certains habitants, ces opérations militaires ont conduit les orpailleurs étrangers installés dans le bourg à quitter la commune pour s'établir sur la rive surinamaise ou à s'enfoncer en forêt, directement sur les sites de travail. Lors d'un entretien, Suzanne[14] et Pierre, habitants du bourg depuis plus de quinze ans, se remémorent les souvenirs de la vie de Maripasoula. « Ici [dans le café où nous étions installés], c'était bondé, on ne pouvait pas circuler. Après, on allait en bas faire la fête chez Sala. Cela n'est pas si vieux. C'était avant 2004 et les premières missions anaconda, nous dit Pierre » (extrait de notes de terrain, 2017). Dans le bar de madame Olivera, les grilles aménagées sur le comptoir ont été enlevées et l'or a peu à peu cédé la place à la monnaie fiduciaire. Madame Olivera est née sur un placer aurifère et a consacré une grande partie de sa vie à cette activité. Aujourd'hui encore, elle est connue dans le milieu. Comme le précise Pierre, rares sont les femmes à la tête d'une exploitation minière. Madame Olivera propose également des logements modestes aux femmes orpailleuses qui tentent de s'installer dans le bourg. Les placers miniers sont quant à eux situés en amont ou en aval dans la forêt. Ils sont établis en fonction des « filons d'or » et de la présence militaire. Ils sont à la fois

14. Les prénoms ont été modifiés.

constitués de zones de travail, d'extraction de l'or et d'espaces de vie, dans lesquels les femmes organisent, souvent, la restauration et la vie quotidienne. L'existence des commerçants asiatiques le long du fleuve permet certes l'approvisionnement des villageois, mais elle garantit surtout la liaison avec les sites d'extraction. Ces commerçants participent à l'achat de l'or, qu'ils envoient ensuite à Paramaribo, capitale du Suriname.

Lors de nos différentes enquêtes de terrain, nous avons été frappés par la forte mobilité des familles migrantes entre ces trois espaces. Nous l'avons constaté tant par les déménagements successifs, qu'à travers l'étude des parcours scolaires d'élèves, ponctués par des périodes de déscolarisation plus ou moins longues (Vié, 2018a, 2018b). Si nous avons noté des absences prolongées (de quelques mois à une année), nous avons aussi remarqué des absences courtes, mais répétées. Pour les familles rencontrées, cette mobilité semble s'inscrire dans une forte précarité économique. Les absences scolaires pour accompagner la mère au centre de santé, pour garder les frères et les sœurs, pour partir sur un site d'orpaillage sont les exemples d'une gestion du quotidien « au jour le jour ». Comme le montrent Bruneteau et Lanzarini (1998 : 160) au sujet de l'utilisation des entretiens informels envers une population de sous-prolétaires : « la particularité essentielle de "l'autre monde" tient à l'urgence de survie qui est la base même du quotidien. […] Comme le disait l'un d'entre eux, "ça me prend tout mon temps d'être pauvre" ». Ces mobilités, ces déplacements sont aussi la marque d'une dépendance économique aux *jobs* qui gravitent autour de l'activité d'orpaillage. Ces professions (restauration, commerce, transport) *in situ* ne sont pas sans conséquence dans la manière de se représenter et d'expérimenter le temps. Les observations et les entretiens ont permis de comprendre que la temporalité de l'or est ponctuée par des moments d'intense activité et des périodes de repos. « Quand je suis ici [au village], je ne me lève pas, j'ai rien à faire, mais quand je suis en forêt, à 6 heures je suis levée » (extrait d'entretien d'une orpailleuse, 2020). Elle ajoute également que « l'argent, ça va ça vient. Un jour, on a 500 euros dans

la poche et le lendemain on n'a rien. Depuis que j'ai 19 ans, c'est comme ça ». Les femmes partent en général travailler « en forêt », sur les camps, pendant trois mois. Si l'argent n'est pas immédiatement consommé sur place, elles peuvent vivre de leurs gains pendant quelques temps avant de devoir repartir.

« L'or est une illusion. L'or donne de l'argent à un moment donné, mais si vous ne savez pas le contrôler, le mettre de côté, vous le dépensez […]. Ici, je connais des gens, beaucoup de gens qui sont là depuis des années. Ils sont pareils et parfois pires. […] L'or est une illusion. Si vous ne savez pas investir, il faut se retirer et passer à autre chose » (extrait d'entretien traduit de l'espagnol, habitant de Maripasoula, 2016).

Ces propos sont corroborés par Pierre. Pour lui, les ouvriers ne gagneraient pas d'or. Ils restent là, dans l'attente perpétuelle d'être payé. Ils vivent à crédit pour manger, pour prendre la pirogue qui les conduira dans les villages, mais aussi pour se soigner. Tout s'achète, car tout a un prix sur un site d'orpaillage. La temporalité de l'or interroge ainsi la notion de l'attente : l'attente d'un *job*, l'attente d'un paiement, l'attente d'une découverte. Cette attente peut se matérialiser sur les camps d'orpaillage et se retrouve aussi dans les bases-arrière. Ces espaces peuvent être considérés comme des territoires de l'attente, si nous nous référons aux travaux de Vidal et Musset (2015). « Les territoires de l'attente désignent spécifiquement les espaces destinés volontairement ou servant involontairement à la mise en attente de populations déplacées ou en déplacement. Il y a donc une dimension collective nécessaire » (Vidal, Musset, 2015 : 11).

Paola nous a longuement parlé de ces moments en forêt, sur les sites d'extraction, où elle cuisine et organise le quotidien des travailleurs. Elle nous montre les photos de ses enfants, Eva, la plus jeune jouant sous la pluie, Lucas transportant de l'eau sur un quad et son ainé une lance d'eau à la main au milieu de la boue amazonienne. Il cherche de l'or. Paola aime cette vie en forêt et nous le dit. Marta, une femme rencontrée chez Paola, nous raconte la naissance de son troisième enfant en forêt. En nous dévoilant la vidéo de son

accouchement, elle affiche un large sourire et nous dit que cela a été la naissance la plus facile. Pour Pierre, sur les sites, on peut vivre comme dans un village, avec parfois même une bonne ambiance. Sur ces paroles, il exhibe un sourire, comme s'il voyait devant ses yeux défiler des souvenirs heureux.

Entre l'or et l'école : les stratégies des femmes migrantes pour scolariser les enfants

Si pour les femmes rencontrées, l'enjeu scolaire apparaît très tôt, souvent dès que l'enfant est en âge d'aller en maternelle, les conditions de l'exercice professionnel ne permettent pas toujours d'y accéder. Nous avons tendance à penser que plus l'activité aurifère est présente directement dans le quotidien des familles, en tant qu'activité économique de subsistance, plus l'expérience scolaire des enfants sera impactée. En effet, il n'est pas facile de combiner le travail *in situ* et la scolarisation des enfants dans le bourg. Dès lors, il arrive que l'enfant scolarisé soit confié à un tiers pendant que la mère va travailler sur un site. Cela a été le cas de Lucas pendant son année de CM1. Toutefois, il faut payer « la nourrice », l'entretien de l'enfant, voire la location de la maison si la garde se fait au domicile. D'après plusieurs discussions, plus l'enfant est grand plus le montant de la surveillance est élevé. Toute transaction se réalise en or. Dans le cas des mères rencontrées, les enfants ont toujours été confiés à une femme issue de la même origine culturelle, des Brésiliennes. Cette solution coûteuse est sans garantie d'un bon traitement de l'enfant. Une mère nous racontait avoir retrouvé son fils âgé de cinq ans, endormi à la suite d'une prise de somnifère dans une maison sans électricité. Nous avons l'exemple d'Arturo, un collégien de troisième qui assure seul son quotidien en l'absence de sa mère ou encore celui de Léa violentée par le compagnon de sa « gardienne ». Le confiage est difficile pour ces mères. Elles savent que les enfants ne sont pas en sécurité. Alors quand ils sont encore « petits », les mères préfèrent les emmener avec elles sur les sites d'orpaillage. Lucas a accompagné sa mère sur un site d'orpaillage les trois premiers

mois de CM2 et trois mois en 6e. Malgré ces absences longues, il a fait sa rentrée scolaire, en novembre 2019 en classe de 5e. La petite sœur de Lucas, Eva, âgée de trois ans n'est pas encore scolarisée. Elle a été inscrite en janvier 2020 dans une des écoles maternelles de la commune. Ne s'étant présentée que très rarement, elle a été radiée. Selon Paola, Eva a beaucoup pleuré et ne voulait pas y aller. Cette petite fille n'a jamais été confiée, contrairement à Lucas. Elle est toujours restée auprès de sa mère. Paola espère qu'une rentrée en septembre 2021 lui permettra de suivre une scolarisation.

Pour offrir une scolarisation continue à leurs enfants, les femmes savent qu'elles doivent arrêter leurs activités sur site et s'installer durablement sur la berge du Suriname ou si possible dans le bourg de Maripasoula. Prenons l'exemple de Paola. Entre 2016 et 2020, elle a déménagé au moins quatre fois entre les deux rives. Chaque déménagement vers le côté français a été motivé par le souhait d'être dans les meilleures conditions pour scolariser ses enfants. En effet, les villages informels sont jugés trop violents. Quand Paola y habitait, ses enfants ne pouvaient pas sortir seuls. Il fallait débourser cinq euros pour faire le trajet en pirogue permettant de rejoindre le bourg de la commune et acheter une attestation d'hébergement pour le dossier scolaire (Vié, 2018a). Une fois installée, la famille doit penser à l'entrée de liquidités pour payer le loyer et vivre au quotidien, d'autant que la vie sur le fleuve coûte très cher du fait des difficultés d'approvisionnement des produits. Si les femmes peuvent vivre quelque temps avec l'argent gagné sur le site, elles devront très vite se réinventer pour permettre aux enfants d'aller à l'école et de rester auprès d'eux. Elles font des *jobs*, comme la garde d'enfants, la restauration rapide, des ménages. Toutefois, l'activité économique même informelle est encadrée au sein de la communauté et avant de proposer un service, les femmes doivent s'assurer qu'elles ne font pas concurrence avec d'autres établies depuis plus longtemps et en situation régulière. Il est important de comprendre que les femmes brésiliennes orpailleuses vivent dans un rapport de domination intersectionnel. Ces rapports de force liés au genre, à

la classe et à la race sont très nets en Guyane. Ils sont d'autant plus forts quand il s'agit de la communauté brésilienne (Qribi, Vié, 2019).

À l'instar de Paola, nous avons constaté une forte détermination des femmes migrantes pour permettre la scolarisation des enfants, que cela soit en achetant une pirogue, en payant des transports privés ou monnayant une adresse du côté français, etc. Dans le dispositif OEPRE de Maripasoula, sur une vingtaine d'inscrits, dix-sept sont des femmes migrantes liées à l'orpaillage. Alors que le français est loin d'être une langue maitrisée par l'ensemble de la population de Maripasoula, ce sont ces femmes qui ont investi le dispositif. Comme cela a été le cas pour d'autres femmes migrantes arrivées et installées avant elles, maitriser le français, obtenir un titre de séjour sont des clés de sortie de l'orpaillage et d'une scolarisation des enfants sur le littoral.

Conclusion

Dans cette contribution, nous avons tenté de présenter le quotidien de familles migrantes de l'or, la temporalité de cette activité et la place consacrée à l'école dans les parcours de mobilité. Dans cet espace frontière franco-surinamien, nous constatons que le rapport au temps pour les familles orpailleuses se structure très différemment du temps scolaire. La recherche de nouveaux filons d'or, les démarches pour confier les enfants, les déplacements en famille sur site, les déménagements entre les deux rives sont autant de projets qui ne peuvent prendre en compte la scolarité de l'enfant. Alors que ces mères n'ont de cesse de vouloir les scolariser, l'activité économique prédomine et éloigne les enfants du milieu scolaire. Les femmes ont conscience que la scolarisation des enfants demande l'arrêt du travail dans les camps d'orpaillage. Plusieurs stratégies ont été relevées : confier les enfants le temps de l'activité ou de manière plus pérenne, faire appel aux pères des enfants pour une aide financière, vivre de petits *jobs* le temps de réunir les papiers nécessaires à une inespérée régularisation. Dans tous les cas, ces femmes doivent accepter une forme de disqualification sociale. Les va-et-vient entre les deux rives sont des marqueurs de cette volonté

de sortir de l'orpaillage. Toutefois, plus qu'une activité économique, l'orpaillage s'apparente à une addiction, une fièvre, celle de l'or.

Références

Armagnague, M., Baneux, I., Beriet, G., Boulin, A., Cossée, C., Navone, L., … Vié, A. (2019). *Rapport de Recherche Educinclu : Éducation inclusive des enfants et jeunes primo-migrants : Élèves et professionnels du champ éducatif face aux enjeux de l'inclusion* (p. 230). Paris, France : Centre Henri Aigueperse.

Bassargette, D., et Di Meo, G. (2008). Les limites du modèle communal français en Guyane : Le cas de Maripasoula. *Les Cahiers d'Outre-Mer, 61*(241-242), 49-80. <https://doi.org/10.4000/com.3273>

Beriet, G., et Vié, A. (2019). Quand récits migratoires et pratiques scolaires se croisent. Parcours d'adolescents à Maripasoula en Guyane. *Migrations Societe, 176*, 129-144.

Bruneteaux, P., et Lanzarini, C. (1998). Les entretiens informels. *Sociétés contemporaines, 30*(1), 157-180. <https://doi.org/10.3406/socco.1998.1853>

Moomou, J., et APFOM (Organisation). (dir.). (2015). *Sociétés marronnes des Amériques : Mémoires, patrimoines, identités et histoire du XVIIe au XXe siècles.* Actes du colloque, Saint-Laurent-du-Maroni, Guyane française (18-23 novembre 2013).

Puren, L. (2014). Contribution à une histoire des politiques linguistiques éducatives mises en œuvre en Guyane française depuis le XIXe siècle. In I. Léglise et B. Migge (dir.), *Pratiques et représentations linguistiques en Guyane : Regards croisés* (pp. 279-295). Consulté à l'adresse <http://books.openedition.org.pioui.univ-guyane.fr/irdeditions/6957>

Qribi, A., et Vié, A. (2019). Le travail social à l'épreuve des relations interethniques. *Empan, 116*(4), 110-117.

Tillard, B. (2011). *Enquêtes au domicile des familles : La recherche dans l'espace privé*. Paris : L'Harmattan.

Vidal, L., et Musset, A. (dir.). (2015). *Les territoires de l'attente : Migrations et mobilités dans les Amériques (XIXe-XXIe siècle)*. <https://doi.org/10.4000/books.pur.41732>

Vié, A. (2018a). École et migration en Guyane française : Invisibilité des parcours migratoires dans les dossiers scolaires à Maripasoula. *Revue européenne des migrations internationales, 4*(34), 143-165.

Vié, A. (2018b). Quand recherche et pédagogie se croisent : Étudier les chemins de l'école à Maripasoula en Guyane française. *La nouvelle revue - Éducation et société inclusives, 83*(3), 165-182.